

LE SUCCES EST AU BOUT DE L'EFFORT

Mercredi, le 23 juin 2021.
Lecture: Niveau II
Texte: A ma mère.
Grammaire: le groupe verbal: le complément
d'objet indirect. (COI)
Retenons:

Corpus: je pense à ma mère.
J'ai reçu la visite
de ma mère pendant mon enfance.

Texte: A ma mère
O ma mère, femme africaine
O toi, ma mère, je pense à toi...
O femme, ô ma mère, je me souviens
sur le dos, toi qui m'as bercée
sous vos bras pendant que
la première m'embrassait et
me disait de la terre, je pense à toi...
O toi, Dillmay, ô ma mère, toi qui
es l'âme de mon cœur, toi qui
as fait de moi un être humain
comme j'ai aimé en moi, je me
souviens de toi, enfant noir de toi!

Jeune femme africaine de la terre
fraternelle à toi, ma mère, je pense à toi...
O femme, ô ma mère, je me souviens
de toi, toi qui m'as bercée
sous tes bras pendant que
la première m'embrassait et
me disait de la terre, je pense à toi...
O toi, Dillmay, ô ma mère, toi qui
es l'âme de mon cœur, toi qui
as fait de moi un être humain
comme j'ai aimé en moi, je me
souviens de toi, enfant noir de toi!

Gamara boye
l'enfant noir



MALI

EVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA)/EVALUATION CONJOINTE DES BESOINS EN EDUCATION (JENA)

Revue des données secondaires sur l'éducation au Mali

Juin 2021

Cette analyse a été réalisée par REACH, en partenariat avec le Cluster Education au Mali dans le cadre d'une évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation (JENA). Elle a été financée par le *Global Education Cluster* (GEC).



© Cover photo: Sambou DEMBELE 2021

A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche– Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

RESUME

Depuis 2012 le Mali fait face à une profonde crise sécuritaire et politique ayant des conséquences à la fois sur la vie des populations affectées, leurs moyens de subsistance et leur accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau, hygiène, assainissement, alimentation, abris, services de protection, services financiers...). Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO¹) 2021 disponible [ici](#), le contexte humanitaire et la vulnérabilité des populations se sont progressivement dégradés en raison des effets immédiats des conflits et des multiples formes de violences, notamment les conflits inter- et intracommunautaires, l'activisme des groupes armés non étatiques (GANE), la criminalité, le banditisme et l'insécurité.

Dans le secteur de l'éducation, les attaques visant à détruire des infrastructures, ciblant le corps enseignant ou les menaces auxquelles le personnel éducatif fait régulièrement face, ont contribué à perturber l'accès à l'éducation avec la fermeture des écoles dans les régions du nord et du centre (Gao, Kidal, Menaka, Mopti, Tombouctou) et dans certaines localités des régions de Ségou (cercles de Ségou et Niono), de Koulikoro (cercles de Banamba et Nara) et plus récemment de Sikasso (cercle de Sikasso)². La pandémie de COVID-19 a également renforcé les difficultés d'accès aux services éducatifs et impacte 3,8 millions d'élèves et 76 000 enseignants en mars 2020³. Malgré les besoins croissants dans ce secteur, il existe d'importantes lacunes en matière d'information. Pour combler ces lacunes d'information, REACH s'est engagé auprès du Cluster Education pour soutenir la réalisation d'une évaluation conjointe des besoins en éducation (JENA).

L'objectif principal de cette évaluation soutenue par REACH en collaboration avec le Cluster Education au Mali, est d'informer la planification de la réponse humanitaire, en fournissant des informations actualisées, comparables et pertinentes sur les besoins en matière d'éducation. Les rôles et responsabilités de REACH dans de l'enquête JENA, consistent à apporter un soutien technique et un renforcement des capacités aux partenaires de l'éducation.

Cette revue de données secondaires vise à fournir une vue d'ensemble des données actuelles disponibles, ainsi qu'à identifier les lacunes d'informations prioritaires afin de guider la collecte de données primaires et servir à documenter le rapport d'évaluation. Au total, trente-sept sources de données et d'informations ont été compilées et analysées, à savoir : les évaluations multisectorielles et spécifiques au secteur de l'éducation, le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), la base de données des établissements au niveau fondamental du Ministère de l'éducation nationale, ainsi que la base de données du Cluster Education sur les écoles non fonctionnelles.

L'analyse s'est focalisée spécifiquement sur l'enseignement préscolaire et les deux cycles de l'enseignement fondamental (F1 et F2) et a été structurée en utilisant les normes minimales du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgences (INEE⁴) (accès et environnement d'apprentissage, enseignement et apprentissage, enseignants et autres personnels de l'éducation, normes fondamentales). Les questions prioritaires comme la protection, la COVID-19, le handicap et le genre ont été également analysées.

¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), HNO : *Humanitarian Needs Overview* 2021.

² OCHA, HNO 2021 et Cluster Education, aperçu sur les écoles non fonctionnelles, mars 2021

³ OCHA, HNO 2021

⁴ *Interagency Network on Education in Emergencies* (INEE).

Les informations disponibles

Les informations pertinentes disponibles sont : la liste des écoles désagrégées (région, cercle et commune) et par statut (école publique, privée, medersa, communautaire) ; les informations sur les écoles fonctionnelles et non fonctionnelles dans les régions affectées par la crise ; le nombre d'infrastructures scolaires; les effectifs des élèves et apprenants (garçon/fille) ; les informations sur le personnel enseignant (nombre, statut et diplôme); les données sur les indicateurs usuels (taux brut d'admission « TBA », taux brut de scolarisation « TBS », le taux d'achèvement « TA », le ratio entre le nombre d'élèves et le nombre de salles de classe ; le ratio entre le nombre d'enseignants et le nombre d'élèves...) ; les informations sur le nombre de salles de classes ; la disponibilité des points d'eau, des latrines et des cantines au niveau des écoles.

Il y a aussi des informations spécifiques désagrégées sur le nombre d'enfants considérés comme des personnes déplacées internes (PDI) (filles/garçons) âgés de moins de 18 ans. Par contre il n'y a aucune information détaillée et désagrégée sur le taux de scolarisation des PDI par rapport aux personnes non déplacées. Cinquante pour cent (50%) des informations existantes concernent le domaine de l'accès à l'éducation et l'environnement d'apprentissage avec le plus grand nombre d'entrées qui concernent les barrières d'accès à l'éducation.

Les informations prioritaires manquantes

Accès et environnement d'apprentissage

Les lacunes en matière d'information sur l'accès à l'éducation concernent entre autres : l'accès à un enseignement à distance, l'accès à l'éducation par les groupes vulnérables tels que les enfants en situation de handicap, les stratégies d'adaptation en cas d'indisponibilité des services éducatifs.

Pour ce qui concerne le domaine de l'environnement d'apprentissage, hormis la base de données du Cluster Education, il n'y a pas d'informations désagrégées et détaillées sur l'état et la fonctionnalité des infrastructures et équipements scolaires (clôtures, salles de classe, tables bancs, latrines, points d'eau et cantines scolaires). Il y a une lacune d'informations sur les espaces et équipements de loisirs et sur l'application des gestes barrières contre la COVID-19 en milieu scolaire.

Enseignement et apprentissage

Les principales lacunes d'informations sur l'enseignement et l'apprentissage concernent entre autres : la quantité des matériels pédagogiques et didactiques disponibles dans les écoles, l'accès des élèves et des enseignants aux matériels nécessaires à l'enseignement à distance (par exemple la radio et la télévision), la prise en compte dans les curricula des besoins des enseignants et des apprenants en termes de soutien psychosocial (PSS), ainsi que les barrières liées à la langue d'apprentissage.

Enseignants et autre personnel éducatif

Les lacunes en matière d'informations concernent les conditions de travail des enseignants vacataires, bénévoles ou volontaires, la qualité de l'enseignement dispensé, le niveau de qualification des enseignants, ainsi que leur accès aux formations continues de renforcement de capacités. Il y a aussi des lacunes en termes d'informations concernant le mécanisme de contrôle, de suivi et d'évaluation des enseignants et du reste du personnel éducatif, ainsi que la disponibilité et le fonctionnement des comités de gestion scolaire.

Protection

Les lacunes en matière d'informations sur la protection concernent la disponibilité des services de PSS au niveau des écoles (surtout dans les zones affectées par la crise), les risques de protection au niveau des écoles ouvertes dans les zones d'insécurité (notamment les attaques armées, l'enlèvement des enfants et les engins explosifs). Il y a aussi un manque d'informations concernant l'impact de la COVID-19 sur la protection des enfants.

TABLE DES MATIERES

RESUME	2
Liste des acronymes	7
Liste des figures, tableaux et cartes	7
INTRODUCTION	8
METHODOLOGIE	9
RESULTATS	9
Les lacunes en matière d'informations.....	9
Les informations disponibles.....	9
Informations manquantes prioritaires.....	11
Accès à l'éducation	11
Environnement d'apprentissage	11
Enseignement et apprentissage	12
Enseignants et autre personnel éducatif.....	12
Protection.....	13
Synthèse des informations Disponibles	14
Accès à l'éducation	14
Les écoles d'enseignement fondamental disponibles :	14
Inscription et présence.....	16
L'éducation inclusive.....	17
Impact de la crise sécuritaire	17
Déplacements forcés des populations	18
L'impact de la COVID-19	19
Les grèves des enseignants	19
Environnement d'apprentissage	20
Les infrastructure	20

EHA dans les écoles.....	20
L'alimentation en milieu scolaire.....	21
Enseignement et apprentissage.....	21
Enseignants et autres personnels éducatifs.....	22
Disponibilités des éducateurs et enseignants.....	22
L'impact de la COVID-19.....	23
Protection (voir notes sur les enfants PDI et les violences basées sur le genre-VBG).....	23
Impact de la crise sécuritaire, la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS).....	23
Les violences basées sur le genre.....	24
CONCLUSION	25
ANNEXE.....	26

Liste des acronymes

CDPE : Centre de Développement de la Petite Enfance
DNDS : Direction nationale du développement social
DTM : Displacement Tracking Matrix (Matrice de suivi des déplacements)
EHA : Eau, hygiène et assainissement
EMOP : Enquête modulaire et permanente auprès des ménages
ERP : Evaluation rapide de protection
GANE : Groupe armé non étatique
GCPEA: Global Coalition to Protect Education from Attack
GEC : Global Education Cluster
HNO : Humanitarian Needs Overview (Aperçu des besoins humanitaires)
HRP : Humanitarian Response Plan (Plan de réponse humanitaire)
HSM : Humanitarian Situation Monitoring
INEE : Réseau inter-agences pour l'éducation dans les situations d'urgence
INSTAT : Institut National de la Statistique du Mali
JENA : Joint Education Needs Assessment (Évaluation conjointe des besoins en éducation)
MSNA : Multi Sector Needs Assessment (Evaluation multisectorielle des besoins)
OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OIM : Organisation internationale pour les migrations
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
PDI : Personne déplacée interne
SDR : Secondary Data Review (Revue de données secondaires)
TA : Taux d'achèvement
TAMA : Taux d'accroissement moyen annuel
TBA : Taux brut d'admission
TBS : Taux brut de scolarisation
TNS : Taux net de scolarisation
UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance
VBG : Violence basée sur le genre

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre d'entrées de données par domaine
Tableau 2 : Nombre d'entrées de données par localité
Tableau 3 : Evolution du nombre de CDPE
Tableau 4 : Evolution du nombre d'écoles du Fondamental I (2017 à 2021)
Tableau 5 : Disparités régionales en nombre d'écoles fonctionnelles du Fondamental II (2017 à 2021)
Tableau 6 : Ecoles dysfonctionnelles entre octobre 2020 et mars 2021
Tableau 7 : Situation des enfants PDI par région à la date du 31 décembre 2020

INTRODUCTION

Depuis 2012 le Mali fait face à une profonde crise sécuritaire et politique ayant des conséquences à la fois sur la vie des populations affectées, leurs moyens de subsistance et leur accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau, hygiène, assainissement, alimentation, abris, services de protection, services financiers...). Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO⁵) 2021 disponible [ici](#), le contexte humanitaire et la vulnérabilité des populations se sont progressivement dégradés en raison des effets immédiats des conflits et des multiples formes de violences, notamment les conflits inter- et intracommunautaires, l'activisme des groupes armés non étatiques (GANE), la criminalité, le banditisme et l'insécurité. Tous les secteurs ont en outre été affectés par les conséquences de cette crise.

Dans le secteur de l'éducation, les attaques visant à détruire des infrastructures, ciblant le corps enseignant ou les menaces auxquelles le personnel éducatif fait régulièrement face, ont contribué à perturber l'accès à l'éducation avec la fermeture des écoles dans les régions du nord et du centre (Gao, Kidal, Menaka, Mopti, Tombouctou) et dans certaines localités des régions de Ségou (cercles de Ségou et Niono), de Koulikoro (cercles de Banamba et Nara) et plus récemment de Sikasso (cercle de Sikasso)⁶.

La pandémie de COVID-19 est également un facteur qui a renforcé les difficultés d'accès aux services éducatifs et a impacté 3,8 millions d'élèves et 76 000 enseignants en mars 2020⁷. Après deux prorogations, le gouvernement a procédé à la réouverture des classes d'examens le 2 juin 2020, et puis de toutes les écoles le 14 Septembre 2020 (suite à la fin de la grève des enseignants)⁸. Toutefois, selon le Cluster Education, 440 écoles sont restées fermées après cette décision pour des raisons sécuritaires. Le nombre d'écoles fermées dans les régions touchées par la crise au nord, au centre et au sud a considérablement augmenté au cours des six derniers mois : elles sont passées de 440 à 1 435 en mars 2021. Selon le Cluster Education, 430 500 enfants et 8 610 enseignants ont été affectés par la fermeture des écoles en mars 2021.

Malgré les besoins croissants dans ce secteur, il existe d'importantes lacunes en matière d'information. Les données concernant les besoins étant souvent fragmentées, cet état de choses affaiblit la capacité des acteurs humanitaires à produire des projections sur le nombre de personnes dans le besoin (PiN) et à prioriser les différentes interventions. Pour combler ces lacunes d'information, REACH s'est engagé auprès du Cluster Education pour soutenir la réalisation d'une évaluation conjointe des besoins en éducation (JENA) afin de faire un état des lieux pouvant être utilisé pour informer les processus de planification des interventions en 2022.

Cette analyse vise à fournir une vue d'ensemble des données actuelles disponibles, ainsi qu'à identifier les lacunes d'informations prioritaires afin de guider la collecte de données primaires et servir à documenter le rapport d'évaluation.

Ce rapport est structuré en trois sections : la première partie explique la méthodologie, la deuxième partie présente les principaux résultats de l'analyse et la dernière partie met en évidence les principales conclusions de l'analyse.

⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), HNO : *Humanitarian Needs Overview* 2021.

⁶ OCHA, HNO 2021 et Cluster Education, aperçu sur les écoles non fonctionnelles, mars 2021.

⁷ OCHA, HNO 2021.

⁸ Ministère de l'éducation, Guide pour la réouverture sécurisée des écoles au Mali dans le contexte de la COVID-19.

METHODOLOGIE

La revue des données secondaires (SDR) a été réalisée entre fin avril et début mai 2021. Au total, trente-sept sources de données et d'informations ont été compilées et analysées. Celles-ci comprenaient : les évaluations multisectorielles et spécifiques au secteur de l'éducation, le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021) et la base de données des établissements au niveau fondamental du Ministère de l'éducation nationale, ainsi que la base de données du Cluster Education sur les écoles non fonctionnelles. Les données clés de chaque source ont été étiquetées sur le modèle de la matrice de données du *Global Education Cluster* (GEC). L'analyse s'est focalisée spécifiquement sur l'enseignement préscolaire et les deux cycles de l'enseignement fondamental (F1 et F2) parce que ce sont les niveaux d'enseignement les plus affectés par la crise où il y a les besoins les plus importants en termes de réponse humanitaire selon les données du Cluster Education.

L'analyse a été structurée en utilisant les normes minimales⁹ du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgences (INEE¹⁰), (accès et environnement d'apprentissage, enseignement et apprentissage, enseignants et autres personnels de l'éducation, normes fondamentales, disponible [ici](#)), ainsi que la protection comme domaine transversal. En concertation avec le Cluster Education, les questions prioritaires comme la COVID-19, l'éducation des enfants en situation de handicap et la question du genre ont été également analysées. Cette analyse a révélé d'importantes lacunes d'informations sur l'éducation au Mali.

RESULTATS

LES LACUNES EN MATIERE D'INFORMATIONS

LES INFORMATIONS DISPONIBLES

- La base de données du Ministère de l'éducation fournit des informations désagrégées (région, cercle et commune) sur le statut et le nom des établissements scolaires. Hormis cette source, le Cluster Education dispose aussi d'une base de données sur les écoles fonctionnelles et non fonctionnelles dans les régions affectées par la crise¹¹. Le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif du Ministère de l'éducation nationale (2016-2017 à 2020-2021) donne des informations sur les indicateurs suivants : les infrastructures scolaires (nombre d'écoles, type d'écoles, les salles de classes...); les effectifs des enfants, élèves et apprenants (garçon/fille); le personnel enseignant (nombre, statut et diplôme); les indicateurs usuels (tels que le taux brut d'admission (TBA), le taux brut de scolarisation (TBS) et le taux d'achèvement (TA)); le ratio entre

⁹ Le manuel des normes minimales de l'INEE vise à améliorer la qualité de la préparation, de l'intervention et du rétablissement en matière d'éducation, à accroître l'accès à des possibilités d'apprentissage sûres et pertinentes et à assurer la responsabilisation dans la prestation de ces services. Il contient 19 normes, chacune accompagnée d'actions clés et de notes d'orientation. Les normes minimales s'inspirent des principes fondamentaux formulés dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC), le Cadre d'action de Dakar sur l'Education pour tous (EPT), les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la Charte humanitaire du projet Sphère.

¹⁰ *Interagency Network on Education in Emergencies* (INEE).

¹¹ La base de données du Cluster Education couvre neuf académies d'enseignement dans les zones affectées par la crise (Kidal, Gao, Menaka, Tombouctou, Mopti, Ségou et Koulikoro).

le nombre d'élèves et le nombre de salles de classe ; le ratio entre le nombre d'enseignants et le nombre d'élèves ; la commodité des écoles (disponibilité des points d'eau, de l'électricité, des latrines et cantines).

- Les sources multiseCTORIELLES pertinentes comprennent le HNO et le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2021 d'OCHA, la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de la Direction nationale du développement social (DNDS) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les enquêtes modulaires et permanentes auprès des ménages (EMOP) de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT), les Evaluations rapides de protection (ERP) et le Suivi de la situation humanitaire (HSM) de REACH dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti et Tombouctou.
- Comme le montre le tableau 1, 50% des informations existantes concernent le domaine de l'accès à l'éducation et l'environnement d'apprentissage avec le plus grand nombre d'entrées qui concernent les barrières d'accès à l'éducation.
- Bien que la protection soit le domaine qui compte le deuxième plus grand nombre d'entrées (treize), il existe encore des lacunes en matière d'informations sur ce sujet. Les données recueillies ne sont pas complètes car elles ne couvrent pas certaines régions / cercles et ne donnent pas des données désagrégées par groupe de population (personne déplacée interne (PDI), enfant en situation de handicap, enfant migrant, enfant séparé ou non accompagné).
- Comme le montre le tableau 1, très peu d'informations ont été trouvées sur les enseignants et autres personnels éducatifs (cinq entrées) à l'échelle nationale, et aucune sur l'enseignement et l'apprentissage.
- Les questions prioritaires pré-identifiées par le Cluster Education, notamment liées à la COVID-19, au handicap et au genre présentent également des limites en termes d'information. Par exemple, bien qu'il y ait seize entrées sur la COVID-19, ces données ne fournissent aucune information sur l'impact la pandémie sur l'éducation hormis la fermeture temporaire des écoles. Il n'y avait que deux entrées respectivement sur le handicap et le genre.
- Le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif du Ministère de l'éducation nationale donne des informations désagrégées par région. Les bases de données du Ministère et du Cluster Education fournissent des informations désagrégées par région, par cercle et par commune. Pour ce qui concerne le cas spécifique des enfants PDI, la DTM (DNDS/IOM) fournit des informations désagrégées par région, par cercle et par commune sur le nombre d'enfants (filles/garçons) âgés de moins de 18 ans, disponible [ici](#). Par contre il n'y a aucune information détaillée et désagrégée sur le taux de scolarisation des PDI par rapport aux personnes non déplacées.

Tableau 1 : Nombre d'entrées de données par domaine

Domaine	Entrées par domaine
Accès et environnement d'apprentissage	39
Protection	13
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	7
Enseignants et autre personnel éducatif	5
Contexte / autre secteur	4
Autre	2
Total général	70

Tableau 2 : Nombre d'entrées de données par localité

Localisation	Entrée par lieu
Tout le pays (données nationales)	43
Régions touchées par la crise et ses environs ¹²	6
Régions touchées par la crise	5
Région de Tombouctou	5
Région de Mopti	4
Région de Gao	1
Autre	6
Total général	70

INFORMATIONS MANQUANTES PRIORITAIRES

ACCES A L'EDUCATION

La principale limite en termes d'information en lien avec l'accès à l'éducation concerne l'apprentissage à distance et l'éducation inclusive.

- **Accès à l'apprentissage à distance** : Suite à la fermeture des écoles comme mesure de prévention contre la propagation de la COVID-19, le gouvernement a initié des cours à distance par le biais des télévisions et des radios à l'intention des élèves des classes d'examens des niveaux fondamental et secondaire. Cependant, il n'y a aucune information concernant cette facilitation, notamment sur des questions telles que l'accès des élèves aux cours, le taux de participation à ces cours et leur couverture géographique par exemple. Il est important également de connaître les obstacles rencontrés par les élèves et les enseignants afin de mieux adapter la réponse en cas de fermeture des écoles, en lien avec la situation sanitaire ou l'insécurité.
- **L'accès à l'éducation par les groupes vulnérables** : Les informations sont aussi insuffisantes sur la situation scolaire des groupes vulnérables tels que les enfants en situation de handicap, déplacés, réfugiés, séparés ou non accompagnés. En effet, nous ne disposons d'aucune information spécifique et désagrégée sur la fréquentation scolaire de ces enfants. Nous ignorons donc les difficultés rencontrées par ces enfants, leur intégration ou non, et marge et capacités d'adaptation.
- Il y a également des lacunes d'informations concernant les principales stratégies d'adaptation en cas d'indisponibilité des services éducatifs, surtout dans les zones affectées par l'insécurité.

ENVIRONNEMENT D'APPRENTISSAGE

- **Infrastructures** : Hormis les cercles couverts par le système de collecte de données du Cluster Education, il n'y a pas d'informations désagrégées et détaillées sur l'état et la fonctionnalité des infrastructures et équipements scolaires (salles de classe, tables bancs, latrines, points d'eau et cantines scolaires). Il n'y a pas d'informations sur les infrastructures de sécurité comme les clôtures, les portes, etc. Il est important d'avoir des informations plus détaillées dans les zones touchées par la crise sur les nombres de salles de classe et d'équipements scolaires en bon état ;

¹² Les régions touchées par la crise et ses environs : Mopti, Gao, Menaka, Tombouctou, Kidal, Ségou, Koulikoro, Sikasso et Bamako.

de cantines scolaires, de latrines et de points d'eau fonctionnels, ainsi que la présence des infrastructures de sécurité. Il convient également de s'intéresser aux risques d'inondation des écoles, ainsi que la possibilité d'utilisation des salles de classes comme des abris temporaires lors de situations d'urgence.

- **Espaces et équipements de loisirs** : Il n'y a pas de données désagrégées concernant la disponibilité d'espaces et équipements de loisirs au sein des écoles. Il est important de connaître le nombre d'écoles disposant d'espaces et équipements de loisirs pour les élèves, surtout dans les régions affectées par la crise.
- **L'alimentation en milieu scolaire** : Hormis les localités couvertes par le système de collecte de données du Cluster, il n'y pas d'informations désagrégées sur la fonctionnalité des cantines scolaires.
- **COVID-19** : Il n'y a aucune information sur l'application des gestes barrières contre la COVID-19 en milieu scolaire depuis la réouverture des classes, malgré que l'école soit l'un des endroits présentant de hauts risques de contamination. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les interventions d'urgence face à la pandémie de COVID-19 en milieu scolaire requièrent une approche triangulaire visant à informer, éduquer et à fournir les ressources nécessaires. Il est donc important de connaître les dispositifs existants de prévention contre la COVID-19 en milieu scolaire, notamment l'accès des élèves et des enseignants aux kits d'hygiène, aux masques et aux supports de sensibilisation et la possibilité ou non de respecter la distanciation sociale dans les salles de classes.

ENSEIGNEMENT ET APPRENTISSAGE

- L'une des principales lacunes d'informations concerne la quantité des matériels pédagogiques et didactiques mis à disposition des écoles. Il est important de savoir si les écoles disposent des manuels scolaires en quantité suffisante, et s'ils sont adaptés aux besoins des enseignants.
- L'accès des élèves et des enseignants aux matériels nécessaires à l'enseignement à distance (par exemple la radio et la télévision) est également méconnu.
- Il manque aussi des informations sur la prise en compte dans les curricula des besoins des enseignants et des apprenants en termes de soutien psychosocial (PSS).
- Les barrières liées à la langue d'apprentissage constituent également une lacune en matière d'information.

ENSEIGNANTS ET AUTRE PERSONNEL EDUCATIF

- Des informations sont disponibles sur le nombre d'enseignants (hommes/femmes), ainsi que leur statut (fonctionnaire, contractuel, vacataire et volontaire). Cependant, l'une des lacunes en matière d'informations concerne les conditions de travail des enseignants vacataires, bénévoles ou volontaires, pris en charge par les communautés locales et les organisations non gouvernementales (ONG), notamment dans les zones affectées par la crise. Il est important de savoir : si les enseignants vacataires sont payés régulièrement, si les bénévoles perçoivent des primes de motivation et de comprendre si ces enseignants sont satisfaits de leurs conditions de travail.

- Il manque de façon générale des informations précises sur la qualité de l'enseignement dispensé, le niveau de qualification des enseignants, ainsi que leur accès aux formations continues de renforcement de capacités. Il conviendrait d'examiner les programmes et les contenus de l'enseignement (le rattrapage, les cours de langue etc.) et les compétences professionnelles existantes ou non, ainsi que les besoins des enseignants en termes de renforcement de capacités.
- Par rapport à l'enseignement à distance, il conviendrait d'explorer la capacité des enseignants à utiliser les technologies requises, ainsi que les méthodes et techniques nécessaires pour l'enseignement à distance. Il est important également de savoir si les enseignants ont accédé à des formations supplémentaires sur l'enseignement à distance et sur le soutien psychosocial en milieu scolaire. Il convient également d'identifier les besoins prioritaires des enseignants en termes de formation.
- Il y a aussi des lacunes en termes d'informations concernant le mécanisme de contrôle, de suivi et d'évaluation des enseignants et du reste du personnel éducatif. Il est important d'avoir des informations sur l'existence d'un tel dispositif et s'il existe des modalités de mise en place afin d'évaluer sa pertinence et son efficacité par rapport aux objectifs escomptés.
- Il n'y a pas d'informations disponibles sur les comités de gestion scolaire, notamment leur existence et leur fonctionnement. Il convient d'explorer le fonctionnement des comités de gestion scolaire et connaître leur niveau d'implication dans la gestion de l'école.

PROTECTION

- Comme déjà souligné plus haut, l'une des principales lacunes d'information concerne la disponibilité des services de PSS au niveau des écoles, surtout dans les zones affectées par la crise.
- Compte tenu des attaques et des menaces contre l'éducation dans les régions affectées par la crise et l'insécurité, il est important d'examiner les risques de protection au niveau des écoles encore ouvertes dans ces régions, notamment afin de savoir s'il y a des menaces d'attaques, s'il y a des engins explosifs sur les routes qui mènent aux écoles, si les enseignants et les élèves se sentent en sécurité au sein des écoles etc.
- Certaines sources consultées¹³ expliquent que la crise de la COVID-19 risque d'exacerber les incidents de protection et les stratégies d'adaptation négatives touchant les enfants, comme le mariage précoce, la grossesse non désirée et le travail. Cependant, peu d'informations concernant l'impact réel de la COVID-19 sur la protection des enfants sont disponibles. Il convient donc d'explorer quel est l'impact réel de la COVID-19 sur la protection des enfants, et les groupes vulnérables (filles, enfants en situation de handicap, enfants PDI, etc.).

¹³ UNICEF, Préparation et riposte à l'épidémie de COVID-19 Secteur EHA et mesures de prévention et de lutte contre les infections dans les milieux scolaires et éducatifs, mars 2020 et Organisation des Nations Unies (ONU), Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, Draft mai 2021.

SYNTHESE DES INFORMATIONS DISPONIBLES

ACCES A L'EDUCATION

LES ECOLES D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DISPONIBLES :

- Il y a 2 195 Centres de Développement de la Petite Enfance (CDPE) au Mali en 2020-2021 dont 227 publics, 1 170 privés et 798 communautaires¹⁴. Le nombre de CDPE a augmenté de 427 de 2017 à 2021 ; cette évolution est surtout constatée dans le secteur privé avec un taux d'accroissement moyen annuel (TAMA) de (9,76%).

Tableau 3 : Evolution du nombre de CDPE

STATUT	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	TAMA
Public	217	241	285	215	227	1,13%
Privé	806	991	1 025	1 071	1 170	9,76%
Communautaire	745	828	968	893	798	1,73%
Total	1 768	2 060	2 278	1 768	2 195	5,56%

Source : Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021)

- Au niveau de l'enseignement primaire (1^{er} cycle fondamental), il y a 14 530 écoles sur l'ensemble du territoire (en 2020-2021) dont 6 851 écoles publiques (47%), 2 865 écoles privées (20%), 1.614 écoles communautaires (11%) et 3 200 écoles médersas (22%)¹⁵.
- Sur la période **2017-2021**, le nombre d'écoles du premier cycle de l'enseignement fondamental a augmenté de **1 492**. Cette progression serait en lien avec l'évolution croissante du nombre d'écoles publiques, privées et les medersas, dont les TAMA sur cette période sont respectivement de **(3%), (8%) et (7%)**¹⁶. Par contre sur la même période, le nombre d'écoles communautaires a baissé de **10%**, en passant de **2 483** écoles à **1 614**, une baisse qui serait due à la politique nationale de transformation progressive des écoles communautaires en écoles publiques. En plus, le TAMA a baissé de 4% dans les régions de Mopti et Gao de 2017 à 2021 pour des raisons qui seraient liées à la fermeture d'un nombre important d'écoles dans ces régions

¹⁴ Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), avril 2021.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

Tableau4 : Evolution du nombre d'écoles du Fondamental I (2017 à 2021)

REGION/DISTRICT	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	TAMA
KAYES	1 860	1 909	1 998	2 052	2 112	3%
KOULIKORO	2 719	3 089	3 096	3 248	3 400	6%
SIKASSO	2 623	2 672	2 772	2 812	2 870	2%
SEGOU	1 880	1 983	2 090	2 074	2 040	2%
MOPTI	1 319	1 419	1 443	1 002	1 114	-4%
TOMBOUCTOU	440	495	509	463	502	3%
GAO	462	488	505	522	390	-4%
KIDAL	31	40	38	65	75	25%
MENAKA	-	-	166	111	140	-8%
TAOUDENIT	-	-	-	17	22	29%
BAMAKO	1 704	1 784	1 896	2 007	1 865	2%
Total	13 038	13 879	14 513	14 373	14 530	3%

Source : Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021)

- Au niveau du fondamental II, sur l'ensemble du pays il y a 4 962 écoles (en 2020-2021)¹⁷, dont 2 093 écoles publiques (42,18%), 1 847 écoles privées (37,22%), 47 écoles communautaires (0,9%) et 975 medersas (19,65%). Le nombre d'écoles a augmenté de 778 entre 2017 et 2021 soit un TAMA de 4.4%¹⁸. Le nombre d'écoles privées a augmenté significativement sur la même période (9.05%) contrairement aux écoles communautaires (-3.85%) qui sont en train d'être transformées en écoles publiques. Le nombre d'écoles publiques a également diminué, ce qui s'expliquerait par la fermeture de certaines écoles pour des raisons sécuritaires.
- Le nombre d'écoles fonctionnelles au 2^{ème} cycle de fondamentale a considérablement diminué dans les régions Ségou et Mopti de 2017 à 2021, ce qui s'expliquerait par la fermeture de nombreuses écoles à cause de l'insécurité¹⁹. Par contre, le nombre d'écoles fonctionnelles a augmenté dans les régions de Koulikoro (9.11%), Kidal (31.63%), Gao (4.74%), Tombouctou (3.03%) et le District de Bamako (6.07%).

¹⁷ Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), avril 2021

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

Tableau 5 : Disparités régionales en nombre d'écoles fonctionnelles du Fondamental II (2017 à 2021)

REGION/DISTRICT	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	TAMA
KAYES	507	556	583	612	533	1,26%
KOULIKORO	944	1 069	1 152	1 278	1 338	9,11%
SIKASSO	634	687	722	782	771	5,01%
SEGOU	472	489	512	534	382	-5,15%
MOPTI	323	312	349	307	298	-1,99%
TOMBOUCTOU	71	79	82	67	80	3,03%
GAO	118	116	127	132	142	4,74%
KIDAL	1	4	2	2	3	31,61%
MENAKA	-	-	7	4	4	-
TAOUDENIT	-	-	-	1	1	-
BAMAKO	1 114	1 225	1 173	1 348	1 410	6,07%
ENSEMBLE PAYS	4 184	4 537	4 709	5 067	4 962	4,36%

Source : Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif de 2016-2017 à 2020-2021

INSCRIPTION ET PRESENCE

- Le taux brut de préscolarisation pour l'ensemble du pays est de 6,94% (en 2020-2021)²⁰. En termes d'évolutions régionales, les taux bruts de préscolarisation de Bamako et Gao sont supérieurs à la moyenne nationale.
- Au niveau de l'enseignement fondamental (1^{er} cycle et 2^{ème} cycle), les taux bruts de scolarisation sont respectivement de 79% et 47,91%.
- Malgré les avancées enregistrées au cours de la dernière décennie, plus de deux millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans n'allaient toujours pas à l'école et plus de la moitié des jeunes âgés de 15 à 24 ans au Mali étaient analphabètes²¹.
- Selon le rapport de suivi des indicateurs du système éducatif (de 2016-2017 à 2020-2021), il existe encore des iniquités légères quant à l'accès à l'école et l'achèvement des études entre les filles et les garçons. Le taux brut de scolarisation des filles au niveau de l'enseignement primaire est de 76% contre 81% pour les garçons en 2020-2021. Au niveau du fondamental II (2^{ème} cycle) le taux brut de scolarisation des filles est 45,99% contre 49,74% pour les garçons sur la même période. D'après le classement de l'ONG ONE, le Mali occupe la 6^{ème} position dans le classement des 10 pays où l'éducation des filles est la plus faible²².
- En termes de disparités régionales, les taux bruts de scolarisation au primaire pour le district de Bamako et les régions Koulikoro, Sikasso, et Kayes, sont supérieurs à la moyenne nationale (78.61% en 2021)²³. Par contre, la couverture au 1^{er} cycle est inférieure à la moyenne nationale dans les régions de Gao, Mopti, Kidal, Ségou et Tombouctou en 2021, une baisse qui

²⁰ Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), avril 2021.

²¹ UNICEF-Mali, [page web](#).

²² ONE. [Accès des filles à l'éducation dans le monde : les mauvais élèves, 2017](#), cité par Humanité et Inclusion, Être une fille et handicapée en Afrique de l'Ouest : La situation éducative en question, ETUDE PAYS – MALI, 2020.

²³ Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021).

s'expliquerait soit par le dysfonctionnement de certaines écoles publiques ou par la fermeture de nombreuses écoles pour des raisons d'insécurité.

- Selon les résultats d'une étude menée par l'UNICEF²⁴, la pauvreté des ménages, le travail des enfants, l'analphabétisme, la distance importante entre l'école et la maison pour les filles et les garçons, ainsi que les mariages précoces et les grossesses indésirables pour les filles étaient les principales barrières à la scolarisation des enfants.

L'EDUCATION INCLUSIVE

- Les enfants en situation de handicap étaient moins scolarisés au primaire que les autres enfants du même âge, avec un taux net de scolarisation (TNS) de 42,9% en 2009. Les enfants en situation de polyhandicap étaient d'avantage exclus, avec un TNS de 22,3%²⁵ en 2009.
- L'absence d'infrastructures adaptées à leurs besoins constitue un obstacle évident à leur scolarisation. Les institutions d'éducation spécialisée, au nombre de 19, ne couvraient pas l'ensemble du territoire, et étaient surtout concentrées dans la capitale et les chefs-lieux de régions, encadrant environ plus de 2 500 enfants en situation de handicap, toute catégorie confondue²⁶.

IMPACT DE LA CRISE SECURITAIRE

- La crise sécuritaire qui frappe le Mali depuis 2012, a exacerbé les contraintes d'accès des enfants aux services éducatifs à cause l'insécurité grandissante dans les régions du nord et du centre, notamment en raison des attaques visant à détruire les infrastructures ou ciblant le corps enseignant et les menaces d'attaques²⁷.
- Selon le Cluster Education, en mars 2021, 1 435 écoles étaient fermées dans les zones affectées par la crise au nord et au centre (dans les régions de Gao, de Kidal, de Ménaka, de Mopti et de Tombouctou) et dans trois régions du sud (Koulikoro, Ségou, et Sikasso), affectant 430 500 enfants et 8 610 enseignants²⁸.
- Globalement le nombre d'écoles fermées est en constante augmentation depuis octobre 2020. Selon les données du Cluster Education, le nombre d'écoles fermées est passé de 1 230 écoles fermées en octobre 2020 à 1 435 en mars 2021, soit 205 nouvelles écoles fermées en quatre mois²⁹.
- Selon le Cluster Education, la région de Mopti est celle qui compte le plus d'écoles fermées en mars 2021, suivie des régions de Tombouctou et de Gao. Dans la région de Mopti, 88 nouvelles écoles ont été fermées en mars 2021 contre seulement 25 qui ont rouvert. La région de Tombouctou a été marquée par une réduction considérable du nombre d'école fermées en mars 2021 suite à la réouverture de 43 écoles. La situation est restée stable dans les régions de Kidal, de Ménaka et de Ségou entre février et mars 2021³⁰.

²⁴ UNICEF, les enfants non scolarisés et déscolarisés au Mali, 2015.

²⁵ Humanité et Inclusion, [Être une fille et handicapée en Afrique de l'Ouest : La situation éducative en question](#), ETUDE PAYS – MALI, 2020.

²⁶ Direction Nationale de l'Éducation Préscolaire et Spéciale (DNEPS), Document de travail, 8 mars 2016, cité par Humanité et Inclusion, Être une fille et handicapée en Afrique de l'Ouest : La situation éducative en question, ETUDE PAYS – MALI, 2020.

²⁷ OCHA, HNO, 2021.

²⁸ Cluster Education, Aperçu des écoles non fonctionnelles en février-mars 2021.

²⁹ Analyse comparative des données du Cluster Education d'octobre 2020 et mars 2021.

³⁰ Cluster Education, aperçu des écoles non fonctionnelles en février-mars 2021.

- Les principales causes de fermetures étaient les menaces des groupes armés³¹. La Coalition Mondiale pour Protéger l'Education contre les Attaques (GCPEA³²) a identifié 31 incidents signalés d'attaques contre l'éducation en 2020, dont 27 se sont produits en juin lors de la réouverture des écoles pour les examens³³. En juin 2020, le Cluster Education a également recueilli des rapports d'incidents sur près de 500 menaces proférées contre les enseignants et les écoles au Mali³⁴.

Tableau 6 : Ecoles dysfonctionnelles entre octobre 2020 et mars 2021

Région	Nombre d'écoles fermées			
	Oct. 2020	Nov. 2020	Fév. 2021	Mars 2021
Gao	117	113	123	128
Kidal	30	30	24	24
Menaka	85	82	86	86
Tombouctou	196	221	215	175
Mopti	741	662	787	850
Koulikoro	27	40	25	31
Ségou	34	96	93	93
Sikasso	-	-	-	48
Total général	1 230	1 244	1 353	1 435

Source : Cluster Education, mars 2021.

DEPLACEMENTS FORCES DES POPULATIONS

- En décembre 2020, sur un total de **332 957 PDI** dans les différentes régions du Mali, les enfants mineurs représentaient 61% des membres des ménages contre 39% d'adultes³⁵.
- La région de Mopti comptait le plus grand nombre d'enfants PDI mineurs (88 211), suivie des régions de Gao, de Ségou, de Sikasso, et de Tombouctou (voir le tableau ci-dessous).
- Les déplacements de populations, en lien avec l'insécurité, ont accentué le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés n'ayant pas accès aux services éducatifs³⁶.
- En décembre 2020, aucun enfant ne fréquentait l'école dans 61% des sites de déplacement évalués (sur 254 sites évalués au total). Cette proportion était de 65% lors de la précédente évaluation, en octobre 2020³⁷.
- Le manque de moyens financiers, la fermeture et l'inexistence d'écoles à proximité des sites de déplacement, constituaient les principales raisons expliquant l'absence de fréquentation de l'école par les enfants déplacés³⁸.

³¹ Cluster Education, aperçu des écoles non fonctionnelles en février-mars 2021

³² GCPEA (Global Coalition to protect education from attack)

³³ *Global Coalition to Protect Education from Attack*, Soutenir une éducation sûre dans le Sahel central, septembre 2020.

³⁴ Cité par *Global Coalition to Protect Education from Attack*, Soutenir une éducation sûre dans le Sahel central, septembre 2020.

³⁵ Direction Nationale du Développement Social/Organisation Internationale pour les Migrations, Matrice de Suivi des déplacements (DTM), décembre 2020.

³⁶ Ibid.

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

Tableau 7 : Situation des enfants PDI par région à la date du 31 décembre 2020

Région	Ménage	Enfant (<18ans)		
		Fille	Garçon	Total Enfant (<18 ans)
Bamako	1 022	1 250	1 021	2 271
Gao	15 520	21 213	17 507	38 720
Kayes	560	818	735	1 553
Kidal	222	262	210	472
Koulikoro	605	1 105	748	1 853
Menaka	3 723	7 586	6 167	13 753
Mopti	23 999	46 676	41 535	88 211
Ségou	6 086	13 853	10 837	24 690
Sikasso	829	1 634	1 252	2 886
Tombouctou	8 855	16 519	13 140	29 659
TOTAL	61 421	110 916	93 152	204 068

Source : DNDS/OIM, DTM, décembre 2020

L'IMPACT DE LA COVID-19

- La crise de la COVID-19 a rendu inaccessibles les services éducatifs à 3,8 millions d'enfants en âge d'être scolarisés³⁹ suite à la fermeture des écoles entre mars et septembre 2020.
- Selon les résultats de la DTM en décembre 2020, aucune mesure de prévention pour limiter la propagation de la COVID-19 n'a été mise en place dans les sites des PDI évalués (23%)⁴⁰.
- **Selon l'UNICEF**, la fermeture des écoles et l'impact économique de la COVID-19 sont susceptibles de contraindre des milliers d'enfants, en particulier les filles, à abandonner l'école. Il convient d'examiner l'impact de la COVID-19 sur l'accès à l'éducation afin de savoir si les enfants scolarisés avant la pandémie ont repris le chemin de l'école après la réouverture des écoles en 2020.

LES GREVES DES ENSEIGNANTS

- Bien avant la crise de la COVID-19, les grèves des enseignants débutées en décembre 2019 et poursuivies en 2020 ont perturbé pendant plusieurs mois les activités éducatives au-delà des régions touchées par l'insécurité, affectant 2 171 966 enfants (soit 63% des enfants du Mali) pendant plusieurs mois⁴¹.

³⁹ ONU, Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, Draft, mai 2021.

⁴⁰ Direction Nationale du Développement Social/Organisation Internationale pour les Migrations, Matrice de Suivi des déplacements (DTM), décembre 2020.

⁴¹ OCHA, HNO, 2021.

ENVIRONNEMENT D'APPRENTISSAGE

LES INFRASTRUCTURES

- Pour l'ensemble du pays, il y a 4 320 salles d'activités au niveau des Centres de Développement de Petite Enfance (CDPE), 62 640 salles de classes au niveau des écoles primaires et 16 456 salles de classes au niveau des écoles fondamentales II (2^{ème} cycle) pour l'année 2020-2021⁴².
- Les régions de Koulikoro, Sikasso et le District de Bamako enregistrent près de 62% de l'ensemble des salles de classe des écoles primaires, tandis que les régions de Kidal, Ménaka et Taoudéni comptabilisent moins de 1%.
- Selon les données recueillies en 2015-2016 par le Ministère de l'éducation, les salles de classe étaient en mauvais état dans près du quart des établissements du 1^{er} cycle et dans un peu plus de 10% des établissements du 2^{ème} cycle⁴³.
- Près de 8% des salles de classe du 1^{er} cycle du fondamental et près de 5% de celles du 2^{ème} cycle du fondamental n'étaient pas suffisamment dotées en tableaux⁴⁴.
- Les conditions d'assises étaient peu confortables dans les classes de près de 62% des établissements du 1^{er} cycle du fondamental et de 47% des établissements du 2^{ème} cycle.
- Au niveau des écoles couvertes par le système de collecte de données du Cluster Education dans les régions de Gao, Koulikoro, Menaka, Mopti, Tombouctou, Koulikoro et Ségou, 65% des salles de classes étaient en bon état⁴⁵. Le cercle de Youwarou, dans la région de Mopti, enregistrait le plus faible taux de salles de classe en bon état (14%) parmi tous les cercles, suivi des cercles d'Abeibara dans la région de Kidal (23%) et de Ménaka dans la région de Menaka (37%).
- Selon le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), le ratio élèves/salles au fondamental I est de 43 et 42 au fondamental II en 2020-2021⁴⁶. Ce ratio cache des disparités au niveau local où l'on rencontre souvent plus de 70 élèves par classe au niveau primaire⁴⁷.
- D'après le Ministère de l'éducation, il n'y a pas de bibliothèques, de coins de lecture ou de communautés d'apprentissage dans près de 90% des établissements, ce qui limite l'accès à l'apprentissage en autonomie des élèves⁴⁸.

EHA DANS LES ECOLES

- Le Mali est un pays adhérent de la *Safe Schools Declaration* depuis 2018, pourtant 35% des écoles remplissaient les normes EHA de cette déclaration⁴⁹.
- Selon le rapport de suivi des indicateurs du système éducatif (de 2016-2017 à 2020-2021), 52,15% d'écoles disposent d'un point d'eau au niveau primaire et 60% au fondamental II en 2021,

⁴² Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021).

⁴³ Ministère de l'éducation nationale, Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Cluster Education, Schools database, mars 2021.

⁴⁶ Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021).

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ministère de l'éducation nationale, Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028.

⁴⁹ *Education Cannot Wait* (ECW) Multi-Year Resilience Programme MALI, 2021-2023.

mais il n'y a aucun détail sur la fonctionnalité de ces points d'eau. Par contre, une évaluation nationale de l'UNICEF sur l'EHA en milieu scolaire en 2017, a montré que 51% des écoles possèdent un point d'eau amélioré et fonctionnel⁵⁰. Cependant, 41% d'écoles disposent d'un point d'eau fonctionnel dans les régions couvertes par le système de collecte de données du Cluster Education⁵¹.

- Moins de 16% des écoles (1 360 écoles avec 254 000 élèves) avaient des latrines améliorées, séparées, fonctionnelles, accessibles et suffisantes.
- Selon les données du Cluster Education, 93% des écoles disposaient de latrines⁵², mais il n'y avait aucune information spécifique sur le type de latrines, on ne sait pas combien étaient des latrines améliorées et combien étaient fonctionnelles. Il est donc important de recueillir des informations spécifiques sur ces installations.
- 17% des écoles (soit 1 450 écoles avec 270 000 élèves) dans le pays ne disposaient pas d'un dispositif de lavage des mains⁵³.
- Dans 93% des écoles du pays, il n'y a pas eu de sessions d'éducation, ni de sessions d'orientation pour sensibiliser les élèves sur la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM).

En termes des mesures de prévention visant à limiter la propagation de la COVID-19 en milieu scolaire, toutes les écoles ne disposaient pas de kits de prévention dont elles auraient eu besoin. Les lacunes à combler en janvier 2021 étaient de 21 777 kits de lavage des mains et de 1 308 427 masques selon les académies d'enseignement⁵⁴. Le manque de kits d'hygiène est l'une des difficultés qui limite l'application des gestes barrières en milieu scolaire et qui favoriserait le risque de contamination au sein de l'école.

L'ALIMENTATION EN MILIEU SCOLAIRE

- Selon le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), 36,70% des écoles publiques au primaire pour l'ensemble du pays disposent d'une cantine scolaire. Cependant, il n'y a aucune information sur le nombre de cantines fonctionnelles. Il convient de collecter des informations détaillées pour l'ensemble du pays sur la fonctionnalité des cantines scolaires et les partenaires qui les financent.
- Sur 1 861 cantines scolaires recensées dans la base de données du Cluster Education, seules 782 sont fonctionnelles soit 42%.

ENSEIGNEMENT ET APPRENTISSAGE

- Selon le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), il y avait 999 266 manuels au niveau des écoles fondamentales II (2^{ème} cycle) en 2017-2018 dont 153 999 manuels d'anglais, 174 614 manuels de français, 178 485 manuels de mathématiques, 217 808 manuels de sciences naturelles et 274 360 manuels de sciences physiques. Cependant, le rapport de suivi des indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021) du Ministère de l'éducation ne fournit pas d'informations sur les manuels scolaires au niveau de l'enseignement primaire.

⁵⁰ UNICEF, Situation WASH dans le milieu scolaire au Mali, Rapport d'analyse de l'enquête nationale de base dans les écoles du 1er cycle fondamentales, octobre 2017.

⁵¹ Cluster Education, Schools database, mars 2021.

⁵² Ibid.

⁵³ UNICEF, Situation WASH dans le milieu scolaire au Mali, Rapport d'analyse de l'enquête nationale de base dans les écoles du 1er cycle fondamentales, octobre 2017.

⁵⁴ Cluster Education Mali, janvier 2021.

- L'accès des élèves et des enseignants aux matériels nécessaires à l'enseignement à distance (par exemple la radio et à la télévision) est également méconnu.
- Il manque aussi d'informations sur la prise en compte dans les curricula des besoins des enseignants et des apprenants en termes de PSS.
- Comme indiqué plus haut, les principales lacunes en matière d'informations concernent entre autres : la quantité et qualité des matériels pédagogiques et didactiques mis à disposition des écoles primaires, l'accès des enseignants et élèves aux matériels nécessaires à l'enseignement à distance, les barrières linguistiques, la prise en compte du PSS dans les curricula.

ENSEIGNANTS ET AUTRES PERSONNELS EDUCATIFS

DISPONIBILITES DES EDUCATEURS ET ENSEIGNANTS

- Pour l'ensemble du pays, il y a 7 447 éducateurs au niveau de l'enseignement préscolaire en 2020-2021⁵⁵. Le nombre d'éducateurs a augmenté de 1 226 entre 2017 et 2021. Cependant, le nombre de fonctionnaires d'Etat diminue constamment, ce qui pourrait s'expliquer par le recrutement des enseignants dans la fonction publique des collectivités territoriales.
- Au niveau fondamental, le nombre d'enseignants en classe au primaire est de **67 493** contre **33 557** au fondamental II (2^{ème} cycle). De 2017 à 2021, le nombre de personnel enseignant a augmenté de 3 802, une augmentation qui s'expliquerait par le recrutement continu des enseignants fonctionnaires des collectivités territoriales.
- En termes de disparités régionales, les régions de Koulikoro, Sikasso et le district de Bamako comptent 61% du personnel enseignant et les plus faibles effectifs sont constatés dans les régions de Taoudénit, Ménaka, Kidal et Gao⁵⁶.
- Globalement, il y a eu une augmentation de l'effectif d'enseignants sortant des écoles de formation des maîtres au niveau des écoles publiques⁵⁷. En revanche, les écoles privées, communautaires et médersas comptent un faible taux d'enseignants sortant des écoles de formation des maîtres.
- Le ratio enfants/éducateurs est de 19 au niveau de l'enseignement préscolaire. Entre 2017 et 2021, le ratio enfants/éducateurs est supérieur à la moyenne nationale dans toutes les régions excepté le district de Bamako⁵⁸.
- Le ratio élèves/enseignants au niveau du primaire est de 40 et 21 pour le fondamental II en 2021. Au fondamental I, le ratio élèves/enseignants dans les écoles publiques des régions de Taoudénit (81), Ménaka (62) et Kayes (49) sont plus élevés que la moyenne nationale (40).
- En termes de statut, 22,19% seulement d'éducateurs préscolaires sont des fonctionnaires dont 2,20 % des fonctionnaires d'état et 20% des fonctionnaires des collectivités⁵⁹. Près de la moitié des éducateurs sont des contractuels (49,52%).

⁵⁵ Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021), avril 2021.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Ibid.

- En 2020-2021, 3,23% seulement des enseignants au niveau fondamental (1^{er} et 2^{ème} cycles), sont fonctionnaires d'état contre 34,34% des fonctionnaires des collectivités. Une grande partie des enseignants sont des contractuels (43,30%).

L'IMPACT DE LA COVID-19

Selon le rapport de l'analyse rapide des impacts socio-économiques de la COVID-19 au Mali par l'ONU (mai 2020), il est estimé que plus de la moitié des enseignants maliens (hormis les enseignants du supérieur) risquaient d'être victimes de plusieurs retards de paiements des salaires, voire de perdre leur salaire à cause des difficultés de recouvrement des frais de scolarité suite à la fermeture des écoles⁶⁰. Ceci pourrait affecter plus de 47 000 enseignants répartis entre les établissements privés, communautaires et les medersas.

PROTECTION (VOIR NOTES SUR LES ENFANTS PDI ET LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE-VBG)

IMPACT DE LA CRISE SECURITAIRE, LA SANTE MENTALE ET LE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL (SMSPS)

- L'évaluation de la situation sécuritaire des enfants déplacés a montré que dans 17% des sites de PDI évalués, les enfants PDI ne se sentaient pas en sécurité, soit une augmentation de 8% par rapport à la période d'évaluation précédente (octobre 2020)⁶¹.
- Une centaine d'enfants ont été rapportés comme étant dans une situation de détresse psychologique (cauchemars, sursauts liés à des bruits, refus de jouer avec d'autres enfants et timidité excessive) suite à une Evaluation rapide de protection (ERP) dans la région de Mopti en janvier 2021⁶².
- Dans la région de Gao, une vingtaine d'enfants PDI ont été recensés comme étant non accompagnés ou séparés de leur famille suite à une ERP. Au moment de l'évaluation, aucun d'entre eux n'était scolarisé depuis plus de quatre ans ⁶³.
- Selon le rapport de l'ONU sur les violations graves des droits de l'enfant dans des situations de conflits armés au Mali, 322 cas de violations ont été identifiés entre janvier et mars 2020, dont 50% des cas étant des recrutements et traite, 18% des dénis d'accès à l'aide humanitaire, 15% des meurtres et des mutilations, 7% des viols et des violences sexuelles ; 6% des attaques sur les écoles et hôpitaux ; 4% des enlèvements⁶⁴. Selon ce rapport, la région de Mopti a enregistré le plus grand nombre des cas de violations des droits de l'enfant en 2020, suivie des régions de Gao et de Ménaka, disponible [ici](#).
- Selon le Cluster Protection, l'enlèvement d'enfants par des groupes armés constitue l'une des six violations graves commises contre les enfants en situations de conflits armés suivies par le mécanisme de surveillance et rapportage des Nations Unies⁶⁵.

⁶⁰ ONU, Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, Draft, mai 2021.

⁶¹ Direction Nationale du Développement Social/Organisation Internationale pour les Migrations, Matrice de Suivi des déplacements (DTM), décembre 2020.

⁶² Cluster Protection, Rapport d'Evaluation Rapide de Protection des PDI du village de Dom dans le chef-lieu de la commune de Ségué, janvier 2021.

⁶³ Cluster Protection, Rapport d'Evaluation Rapide de Protection des PDI du village de Dom dans le chef-lieu de la commune de Ségué, janvier 2021.

⁶⁴ ONU, Violations graves des droits de l'enfant dans des situations de conflits armés, Mali, janvier-mars 2020.

⁶⁵ Cluster Protection, Note d'analyse sur les enlèvements d'enfants au Mali, avril 2021.

- Si le travail des enfants de 6 à 14 ans était très élevé bien avant la crise de la COVID-19 (8% chez les filles et 13% chez les garçons), la fermeture des écoles risquait d'entraîner une augmentation des cas de travail des enfants dans les travaux domestiques et dans d'autres secteurs, notamment sur les sites miniers, d'extraction du sable et du gravier⁶⁶. Les risques d'enrôlement des enfants dans les groupes armés étaient aussi accrus dans les zones de conflits⁶⁷.

LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

- Les mariages précoces et forcés et les grossesses prématurées constituaient les principales raisons pour lesquelles les filles abandonnaient l'école au second cycle du fondamental (16,8% de enfants concernés)⁶⁸.
- Selon les résultats de l'enquête démographique et de santé de l'INSTAT en 2018, 14% des adolescentes de 15 à 19 ans étaient mariées avant l'âge de 15 ans (au niveau national)⁶⁹.
- Selon OCHA, 4 411 cas de VBG ont été rapportés de janvier à septembre 2020, avec une proportion élevée de filles de moins de 18 ans (61%)⁷⁰ parmi les femmes survivantes.
- Les violences sexuelles demeuraient le type de VBG le plus répandu (37% de 4 411 cas rapportés en 2020).
- Par ailleurs, 1 090 cas de viols collectifs ont été rapportés par les comités d'alertes précoces mis en place dans les régions de Gao, de Mopti, et de Tombouctou.

⁶⁶ ONU, Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, Draft, mai 2021.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ INSTAT, Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP), Rapport d'analyse premier passage (avril-juin 2020).

⁶⁹ INSTAT, Enquête démographique et santé, 2018.

⁷⁰ OCHA, HNO, 2021.

CONCLUSION

Cette revue de données secondaires s'inscrit dans le cadre d'une évaluation des besoins en matière d'éducation au Mali (JENA) effectuée par le Cluster Education avec le soutien technique de REACH. Elle a pour objectif principal de fournir une vue d'ensemble des données actuelles disponibles sur l'éducation et identifier les lacunes d'informations prioritaires afin de guider la collecte de données primaires et servir à documenter le rapport d'évaluation JENA.

Les principales informations disponibles sont : la liste des écoles et leur statut (publiques, privées, medersas, communautaires) ; la liste des écoles fonctionnelles et non fonctionnelles dans les régions affectées par la crise ; les effectifs des élèves et apprenants (garçon/fille) ; les informations sur le personnel enseignant (nombre, statut et diplôme) ; les données sur les indicateurs usuels (TBA, TBS, le TA, le ratio entre le nombre d'élèves et le nombre de salles de classe ; le ratio entre le nombre d'enseignants et le nombre d'élèves...) ; les informations sur le nombre de salles de classes ; la disponibilité des points d'eau, des latrines et des cantines au niveau des écoles. Il y a aussi des informations spécifiques désagrégées sur le nombre d'enfants PDI (filles/garçons) âgés de moins de 18 ans. Cependant, il ressort de cette analyse d'importantes lacunes en matière d'informations sur l'éducation au Mali.

Dans le domaine « **Accès à l'éducation** », les principales lacunes en matière d'informations concernent : l'accès à l'enseignement à distance, l'accès à l'éducation par les groupes vulnérables tels que les enfants en situation de handicap et les stratégies d'adaptation en cas d'indisponibilité des services éducatifs.

Pour ce qui concerne le domaine « **Environnement d'apprentissage** », hormis la base de données du Cluster Education, il n'y a pas d'informations désagrégées et détaillées sur l'état et la fonctionnalité des infrastructures et équipements scolaires (clôtures, salles de classe, tables bancs, latrines, points d'eau et cantines scolaires). Il y a une lacune d'information sur les espaces et équipements de loisirs et sur l'application des gestes barrières contre la COVID-19 en milieu scolaire.

Dans le domaine « **Enseignement et apprentissage** », les principales lacunes d'informations concernent entre autres : la quantité des matériels pédagogiques et didactiques disponibles dans les écoles, l'accès des élèves et des enseignants aux matériels nécessaires à l'enseignement à distance (par exemple la radio et la télévision), la prise en compte dans les curricula des besoins des enseignants et des apprenants en termes de PSS, ainsi que les barrières liées à la langue d'apprentissage.

Dans le domaine « **Enseignants et autre personnel éducatif** », les lacunes en matière d'informations concernent les conditions de travail des enseignants vacataires, bénévoles ou volontaires, la qualité de l'enseignement dispensé, le niveau de qualification des enseignants, ainsi que leur accès aux formations continues de renforcement de capacités. Il manque aussi des informations concernant le mécanisme de contrôle, de suivi et d'évaluation des enseignants et du reste du personnel éducatif, ainsi que la disponibilité et le fonctionnement des comités de gestion scolaire.

Pour le domaine de, « **Protection** », les lacunes en matière d'informations concernent la disponibilité des services de PSS au niveau des écoles (surtout dans les zones affectées par la crise), les risques de protection au niveau des écoles ouvertes dans les zones d'insécurité (notamment les attaques armées, les enlèvements d'enfants et les engins explosifs). Il y a aussi un manque d'informations concernant l'impact de la COVID-19 sur la protection des enfants.

Il serait préférable de collecter des données sur toutes lacunes identifiées, mais cela pourrait être difficile en pratique à cause des contraintes d'accès, de moyens logistiques et financiers, et de temps. Ainsi, sur la base de l'examen des données secondaires, les partenaires de l'éducation pourraient identifier et proposer les indicateurs prioritaires à intégrer dans le cadre d'analyse, tout en tenant compte des indicateurs clés déjà prises en compte par l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA), comme par exemple : l'accès des filles et des enfants PDI à l'éducation et l'accès à l'enseignement à distance pendant que les écoles sont fermées, etc.

ANNEXE

Liste des sources de données utilisées

N°	Nom du document/source (titre complet)	Date du document	Source de l'information	Lien vers le document
1	OCHA, HNO 2021	02/2021	OCHA	Disponible ici
2	OCHA, HRP, révisé, août 2020	08/2020	OCHA	Disponible ici
3	Direction Nationale du Développement Social/ Organisation Internationale pour les Migrations, Matrice de Suivi des déplacements (DTM), décembre 2020	02/2021	DNDS	Disponible ici
4	Humanité et Inclusion, Être une fille et handicapée en Afrique de l'Ouest : La situation éducative en question, ETUDE PAYS – MALI, octobre 2020	10/2020	HI	Disponible ici
5	Global Coalition to Protect Education from Attack, Soutenir une éducation sûre dans le Sahel central, septembre 2020.	09/2021	GCPEA	Disponible ici
6	Cluster Education Mali, compte rendu de la réunion du 21 janvier 2020	01/2021	Cluster Education	Disponible ici
7	Cluster Education, Situation des écoles, Mali, mars 2021	04/2021	Cluster Education	Pas encore publié en ligne
8	Cluster Education, Situation des écoles, Mali, février 2021	03/2021	Cluster Education	Disponible ici
9	Cluster Education, Situation des écoles, Mali, octobre 2020	01/2021	Cluster Education	Disponible ici
10	Cluster Education, Situation des écoles, Mali, novembre 2020	01/2021	Cluster Education	Disponible ici
11	INSTAT, Enquête démographique et de santé Mali, 2018	08/2019	INSTAT	Disponible ici
12	UNICEF/Mali, site web	Consulté le 23/04/2021	Site web UNICEF/Mali	Disponible ici
13	UNICEF, Situation WASH dans le milieu scolaire au Mali, Rapport d'analyse de l'enquête nationale de base dans les écoles du 1 ^{er} cycle fondamentales, octobre 2017	10/2017	UNICEF	Disponible ici
14	UNICEF, les enfants non scolarisés et déscolarisés au Mali, 2015	2015 (mois non précisé)	UNICEF	Pas en ligne
15	UNICEF, le Sahel Central, Note de plaidoyer, octobre 2020.	10/2020	UNICEF	Disponible ici
16	Ministère de l'éducation nationale, Programme Décennal de Développement de l'Education et de la	03/2019	Ministère de l'éducation nationale	Disponible ici

	Formation Professionnelle deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028			
17	Base des données Cluster et, Ministère de l'éducation, mars 2021	03/2021	Cluster Education	Pas en ligne
18	ONU, Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, Draft, mai 2021	05/2020	ONU, Mali	Disponible ici
19	ONU, Violations graves des droits de l'enfant dans des situations de conflits armés, Mali, janvier -mars 2020	07/2020	ONU, Mali	Disponible ici
20	REACH, Suivi de la Situation Humanitaire, Factsheet de la région de Gao, mars 2021	03/2021	REACH	Disponible ici
21	REACH, Suivi de la Situation Humanitaire, Factsheet de la région de Ménaka, mars 2021	03/2021	REACH	Disponible ici
22	REACH, Suivi de la Situation Humanitaire, Factsheet de la région de Tombouctou, mars 2021	03/2021	REACH	Disponible ici
23	REACH, Suivi de la Situation Humanitaire, Factsheet de la région de Mopti, mars 2021	03/2021	REACH	Disponible ici
24	Cluster Protection, Rapport Evaluation Rapide de Protection des communautés de Dinangourou, décembre 2020	12/2020	Cluster Protection	Disponible ici
25	Cluster Protection, Evaluation Rapide de Protection Village de Tichilitt, Commune d'Alzounoub, Cercle de Goundam, mars 2021	03/2021	Cluster Protection	Disponible ici
26	Enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, février 2020 (ENAN MALI),	03/2020	INSTAT	Disponible ici
27	Rapport d'évaluation multisectorielle Mécanisme de réponse rapide (RRM) à Lafia, Tombouctou, février 2021	02/2021	RRM	Disponible ici
28	Cluster Protection, Rapport d'Evaluation rapide de protection PDI originaires de PEL-KANDA (cercle de Bandiagara, région de Mopti) Site : Familles d'accueil, Bandiagara Région de Mopti, mars 2021	02/2021	Cluster Protection	Disponible ici
29	Cluster Protection, Evaluation Rapide de Protection Cercle de Niafouké, commune de Léré, Cercle de Goundam, commune d'Alzounoub et commune de Tilemsi, janvier 2021	01/2021	Cluster Protection	Disponible ici
30	Cluster Protection, Rapport d'Evaluation Rapide de Protection des PDI du village de Dom dans le chef-lieu de la commune de Ségué, janvier 2021	01/2021	Cluster Protection	Disponible ici
31	Cluster Protection, Évaluation Rapide de Protection Cercle d'Ansongo, communes de Bara, Ouatagouna, Tin-Hama, Talataye, Tessit, janvier 2021	01/2021	Cluster Protection	Disponible ici

32	ECW Multi-Year Resilience Programme MALI 2021-2023, décembre 2020	12/2020	ECW	Disponible ici
33	Groupe de la Banque Mondiale, Note sur la situation de l'économie et de la pauvreté au temps de la COVID-19, juin 2020	06/2020	Banque Mondiale	Disponible ici
34	INSTAT, Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP), Rapport d'analyse premier passage, avril-juin 2020	06/2020	INSTAT	Disponible ici
35	OCHA, Plan Humanitaire COVID-19, Mali, juin 2020	06/2020	OCHA	Disponible ici
36	UNICEF, Préparation et riposte à l'épidémie de COVID-19 Secteur EHA et mesures de prévention et de lutte contre les infections dans les milieux scolaires et éducatifs, mars 2020	03/2020	UNICEF	Disponible ici
37	Ministère de l'éducation nationale, Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif (de 2016-2017 à 2020-2021)	04/2021	Ministère de l'éducation nationale	Pas sur internet
38	Cluster Education, base de données de l'éducation	04/2021	Cluster Education	Pas sur internet